

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) DAF_2024_001649

(Commun à tous les lots)

Appel d'offres ouvert (AOO) articles R.2124-2, R.2124-2 1° CCP

Accord-cadre (articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à 6 du Code de la Commande Publique)
donnant lieu l'émission de bons de commande (articles R.2162-13 et 14 du Code de la
Commande Publique)

Relatif au

<p>PRESTATIONS DE TRANSPORT A LA DEMANDE DE PERSONNELS AU PROFIT DES ENTITES SOUTENUES PAR LE GROUPEMENT DE SOUTIEN COMMISSARIAT (GSC) DE GRENOBLE DES DEPARTEMENTS 73 et 74</p>

Lot 1 – Transport à la demande de personnels au profit des entités du département de la Savoie (73) soutenues par le GSC de Grenoble.

Lot 2 – Transport à la demande de personnels au profit des entités du département de la Haute-Savoie (74) soutenues par le GSC de Grenoble.

Lot 3 – Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « **en vallée** » du département de la Haute-Savoie (74).

Lot 4 – Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « **en hors-vallée** » du département de la Haute-Savoie (74).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET, FORME, MONTANT ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
1.1 Objet de la consultation	6
1.2 Allotissement.....	6
1.3 Forme de l'accord-cadre.....	6
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.5 Montant de l'accord-cadre.....	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 3 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES (ARTICLES R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	8
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 5 - MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	8
5.1 Evolution des prestations non substantielles	8
5.2 Ajout ou modifications de références au bordereau des prix unitaires (BPU).....	8
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES CO-CONTRACTANTS.....	8
6.1 Représentation des parties	8
6.2 Confidentialité et protection des données à caractère personnel	9
6.3 Protection des données à caractère personnel.....	9
6.4 Sécurité et prévention	10
6.5 Contrôle de qualité pour les lots 1 à 4	11
6.6 Conflit d'intérêts.....	11
6.7 Propriété intellectuelle	11
6.8 Obligations administratives	11
6.9 Protection de l'environnement, sécurité et santé	11
6.10 Clause d'insertion sociale	12
6.11 Réparation des dommages et assurance	13
6.12 Défaillance du titulaire	13
6.13 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés	13
ARTICLE 7 - PRIX ET REGLEMENT	13
7.1 Composition des prix.....	13

7.2	Forme des prix.....	13
7.3	Révision des prix	14
7.4	Clause de sauvegarde.....	14
7.5	Offres promotionnelles	14
7.6	Avances	14
7.7	Acomptes	15
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS		15
8.1	Modalités d'exécution des prestations	15
8.2	Lieux d'exécution de la prestation.....	16
8.3	Certificat de bonne exécution.....	17
ARTICLE 9 - OPERATION DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION		17
9.1	Vérification quantitative.....	17
9.2	Décision après vérification.....	17
9.3	Admission, ajournement, réfaction et rejet	17
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT		18
10.1.	Service fait présumé.....	18
10.2	Dématérialisation des factures.....	18
10.3	Modalités de facturation	18
10.4	Transmission des factures.....	19
10.5	Délai de paiement	19
ARTICLE 11 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....		20
ARTICLE 12 - PENALITES - REFACTIONS - INDEMNITES		20
12.1	Application des pénalités pour retard pour tous les lots	20
12.2	Pénalité pour non-respect des obligations en matière environnementale.....	20
12.3	Pénalités pour non-respect de la clause sociale du militaire blessé	20
12.4	Application des réfections	21
12.5	Indemnité pour tous les lots	21
ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE		21
ARTICLE 14 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE (ARTICLES 38 A 45 DU CCAG FCS).....		21
ARTICLE 15 - LITIGES		22

ARTICLE 16 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....22

ARTICLE 17 - DEROGATIONS.....23

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

DEFINITION DES NOTIONS

Conformément à l'article 2 « définitions » du CCAG FCS :

I. Les parties au contrat

L'**acheteur** » est le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice qui conclut l'accord-cadre avec le titulaire. En l'espèce, l'acheteur est le pouvoir adjudicateur : **Plate-Forme Commissariat Sud-Est**.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur sont les suivantes :

**Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07
N° SIRET : 130 015 365 00013
N° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365
Code APE : 8422Z Défense**

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le l'accord-cadre avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.

II. Notifications et informations

Conformément à l'article 3.1. « Forme des notifications et informations » du CCAG FCS, « La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ».

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les **parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur**, à l'issue de ce délai.

La passation du présent accord-cadre est dématérialisée et le seul support de communication et moyen de transmissions, (demandes d'informations...) est la **Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE)**;

IMPORTANT

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci.

Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse et son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel s'il en possède une.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré.**

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet **les prestations de transport à la demande de personnels au profit des entités soutenues par le GSC de Grenoble (Groupement de Soutien Commissariat) des départements 73 et 74.**

Code CPV principal : **60100000-9 Services de transport routier.**

1.2 Allotissement

Il s'agit d'un accord-cadre alloti comme suit :

Lot 1 – Transport à la demande de personnels au profit des entités soutenues par le GSC de Grenoble du département de la Savoie (73).

Lot 2 – Transport à la demande de personnels au profit des entités soutenues par le GSC de Grenoble du département de la Haute-Savoie (74).

Lot 3 – Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « **en vallée** » du département de la Haute-Savoie (74).

Lot 4 – Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « **en hors-vallée** » du département de la Haute-Savoie (74).

Les prestations à la charge du titulaire sont définies aux CCTP_DAF_2024_001649 lots 1 à 4 et leurs annexes.

Le présent document est applicable à tous les lots.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord- cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à 4 du Code de la Commande Publique, et s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

Les prestations des lots 1 à 4 sont exécutés à prix unitaires et peuvent s'exécuter dès la notification de l'accord-cadre après l'émission d'un bon de commande et seront réglées sur facture comme précisé dans le présent document.

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il peut ensuite être reconduit tacitement trois (3) fois par période de reconduction de 12 mois sans toutefois que la durée de l'accord-cadre n'excède 48 mois.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision deux (2) mois avant la période de reconduction. Cependant, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

1.5 Montant de l'accord-cadre

Cet accord-cadre est composé de 4 lots.

Le montant estimatif annuel de l'accord-cadre est de 237 000€HT (260 700€TTC), soit 948 000€HT (1 042 800€TTC) sur la durée totale (reconductions comprises) de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de minimum et comporte un montant maximum sur la durée totale de 1 090 200€HT soit 1 199 220€TTC réparti par lot comme suit :

LOT	INTITULÉ	Montant HT estimatif ANNUEL	Montant HT estimatif sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
1	Transport à la demande de personnels au profit des entités soutenues par le GSC de Grenoble du département de la Savoie (73)	105 000,00 €	420 000,00 €	483 000,00 €
2	Transport à la demande de personnels au profit des entités soutenues par le GSC de Grenoble du département de la Haute-Savoie (74)	85 000,00 €	340 000,00 €	391 000,00 €
3	Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « en vallée » du département de la Haute-Savoie (74)	21 000,00 €	84 000,00 €	96 600,00 €
4	Transport à la demande des stagiaires et du personnel de l'Ecole Militaire de Haute Montagne de Chamonix « en hors-vallée » du département de la Haute-Savoie (74)	26 000,00 €	104 000,00 €	119 600,00 €
Total HT tous lots confondus		237 000,00 €	948 000,00 €	1 090 200,00 €
Total TTC tous lots confondus		260 700,00 €	1 042 800,00 €	1 199 220,00 €

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE),
2. L'offre financière du titulaire (BPU : annexe 1 à l'AE) par lot ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières de chaque lot ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) ([arrêté du 30 mars 2021](#)), consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr sauf dérogations mentionnées à l'article 17 du présent CCAP ;
6. L'offre technique du titulaire : annexe 2 à l'AE (comprenant ses réponses aux demandes de précisions et régularisations) par lot ;
7. Les éventuelles mise au point avant notification du présent accord-cadre nécessaires suite aux questions posées pendant la phase de consultation ;
8. Les modifications apportées en cours d'exécution selon les dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la Commande Publique ;
9. Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
10. Les bons de commande ;
11. Les ordres de service.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font foi. Le présent accord-cadre est régi par les lois et les règlements en vigueur en France. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre doit être rédigé en langue française.

Ainsi, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, celles-ci prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées supra.

Les prescriptions des pièces constitutives annulent tout effet des clauses et conditions soit commerciales, soit techniques que le titulaire aurait inclus dans des devis, notes ou lettres adressées au pouvoir adjudicateur à quelle que date que ce soit.

ARTICLE 3 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES (ARTICLES R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale est interdite, cependant, le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance sont définies aux articles R.2193-3 à 4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Le pouvoir adjudicateur peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au présent accord-cadre, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-1-1° du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur prévoit une clause de réexamen dont les modalités sont explicitées ci-après :

5.1 Evolution des prestations non substantielles

Chaque année, au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre, une réunion d'échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur peut avoir lieu afin de réexaminer les éléments techniques suivants :

- Méthode de travail ;
- Matériel nécessaire pour la réalisation de la prestation ;

Ces modifications sont contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent accord-cadre.

- Changement d'un lieu de stationnement, d'un lieu de départ ou d'arrivée ;
- Changement d'horaires des navettes.

Dans ce cas, un avenant est émis par le pouvoir adjudicateur afin d'acter cette modification et/ou suppression.

5.2 Ajout ou modifications de références au bordereau des prix unitaires (BPU)

Des lignes référençant des types de véhicules par nombre de places dans le BPU pourront être modifiées en cours d'exécution dans les cas suivants :

- Substitution d'un type de véhicule par un autre type au même prix
- Ajouts de nouvelles prestations ou options
- Suppression de prestations entraînant la suppression de ligne

Ces modifications seront contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES CO-CONTRACTANTS

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 3.3 du CCAG FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne son représentant.

6.1.2 Représentant du titulaire

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un correspondant pour le représenter auprès de l'administration. Cette personne nommément désignée sera joignable en semaine par l'administration.

Ce correspondant sera le correspondant privilégié pour l'ensemble des obligations du présent accord-cadre.

6.2 Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire, le cas échéant ses sous-traitants, et le pouvoir adjudicateur, qui a l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toute mesure nécessaire afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution des prestations, conformément à l'article 5. du CCAG FCS.

6.3 Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG FCS relatif à la protection des données à caractère personnel s'applique.

« 5.2.1 Chaque partie de l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

5.2.2 En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

5.2.3 Lorsque le titulaire (sous-traitant au sens du RGPD) met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers de l'accord-cadre précisent notamment :

- La finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- Les obligations de l'acheteur (responsable du traitement au sens du RGPD) et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel
- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution de l'accord-cadre.

Les documents particuliers de l'accord-cadre précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS ».

5.3 Mesures de sécurité :

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'acheteur dans les documents particuliers de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- Les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- Il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

5.4 Information des sous-traitants (sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD) :

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci ».

6.4 Sécurité et prévention

6.4.1 Généralités

Le titulaire prendra rendez-vous avec le chargé de prévention afin de prendre connaissance des mesures de prévention et de sécurité et d'établir un plan de prévention (Instruction n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme du Ministère des Armées par une ou plusieurs entreprises extérieures) et s'engage à s'y conformer dans tous les domaines.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables à l'accord-cadre.

Le personnel devra respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

Conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG FCS, la non application par le titulaire des mesures de sécurité prévues par l'instruction précitée, entraînera la résiliation de l'accord-cadre à ses torts, sans préjudice des peines prévues dans les dispositions légales du code pénal relatives aux crimes contre la sûreté de l'état.

6.4.2 Contrôle sécurité

L'accès à une emprise du ministère des armées, des salariés du titulaire et du (ou des) sous-traitant(s) n'est pas de droit, mais celui-ci est subordonné au résultat d'une enquête administrative.

Dans le cas où en cours d'exécution, les salariés du titulaire doivent réaliser la ou les prestations objet(s) de l'accord-cadre sur une emprise militaire, ils doivent systématiquement faire l'objet d'une enquête administrative « personne physique ».

L'acheteur prend contact avec le titulaire afin que celui-ci lui communique les documents types et informations nécessaires pour chaque salarié devant accéder au site.

Points particuliers

En cas de changement de dirigeant, il est obligatoire d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Après la notification des renseignements peuvent être demandés par voie électronique à l'adresse courriel : pfc-sud-est.sec-secu-defense.fct@def.gouv.fr

6.5 Contrôle de qualité pour les lots 1 à 4

Des remarques pourront être effectuées en cas de constatation liées à la qualité des prestations effectuées. Elles porteront sur la propreté des sols et fauteuils, le nettoyage des poignées et ceintures de sécurité (notamment en cas de crise sanitaire de type COVID-19) et le fonctionnement des climatiseurs et radiateurs des véhicules.

Les constats en présence du chauffeur feront l'objet de remarques sur la fiche de transport (annexe 2 au CCTP des lots 1 à 4) pour faire rétablir la qualité des prestations et respecter la réglementation en vigueur.

6.6 Conflit d'intérêts

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires avant et pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre aux fins d'éviter une situation de conflit d'intérêts telle que définie ci-dessous.

Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre conformément à l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où une situation de conflit d'intérêts, telle que définie ci-dessus, serait identifiée pendant la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à en informer sans délai le pouvoir adjudicateur par écrit et à proposer des solutions pour remédier pleinement à la situation de conflit d'intérêts, étant entendu que ces solutions doivent être expressément approuvées par le pouvoir adjudicateur. A défaut, l'accord-cadre sera résilié pour non-respect de la réglementation.

6.7 Propriété intellectuelle

Sans objet.

6.8 Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents doivent être soit accessibles librement sur E-Attestation. Si tel n'est pas le cas, le titulaire communique les documents au pouvoir adjudicateur par mail à l'adresse suivante :

pfc-sud-est-dap-s2.contact.fct@intradef.gouv.fr.

6.9 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, conformément à l'article 7 du CCAG FCS.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties l'accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à exécuter les actions en faveur du développement durable précisées dans son mémoire technique.

En cas de manquements récurrents constatés, il pourra être fait application de l'article 14.2 du présent CCAP

6.10 Clause d'insertion sociale

6.10.1. Dispositif social du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par le titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant déclarée dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif. Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, Défense mobilité a notamment pour missions :
 - d'accompagner le titulaire dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
 - d'informer l'acheteur lors de la signature d'une convention de stage, lui rendre compte de toute difficulté rencontrée et de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance de l'accord-cadre, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

6.11 Réparation des dommages et assurance

Les articles 8 et 9 du CCAG FCS s'appliquent. Le titulaire doit être en mesure de fournir sur demande les attestations d'assurances, garantissant une couverture suffisante et appropriée à l'objet de l'accord-cadre.

6.12 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur met le titulaire en demeure d'honorer ses engagements. Cette mise en demeure est effectuée par lettre recommandée avec accusé-réception.

En cas de défaillance réitérée, il est fait application des dispositions de l'article 41 du CCAG FCS.

6.13 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période de fermeture de l'entreprise du titulaire. Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent accord-cadre.

En cas d'arrêt de travail (grève) de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer les prestations définies par le présent contrat conformément à son plan de continuité d'activités fourni en annexe de son offre technique.

ARTICLE 7 - PRIX ET REGLEMENT

7.1 Composition des prix

Les prix initiaux du présent accord-cadre sont établis conformément à la pièce financière (bordereau de prix unitaires) complétée par le titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement (un par lot)

Les prix sont réputés comprendre :

- Le coût du transport nécessaire ;
- Le coût des charges annexes : carburant, frais d'autoroute, frais de bouche chauffeur, hébergement, parking, toucher de quai lié à l'autorisation de stationnement dans les gares ;
- Toutes charges fiscales, les frais frappant obligatoirement les prestations et autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations cités aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/FCS.;
- Les frais afférents :
 - o aux mises en conformité, aux traitements ;
 - o à l'assurance ;
 - o à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le calcul du nombre de kilomètre se fait uniquement entre le lieu de prise en charge et de dépose des passagers (aller et retour). Tout déplacement complémentaire (exemple : avant le lieu de prise en charge, après le lieu de dépose des passagers, ...) n'est pas pris en compte dans le calcul des frais kilométriques.

7.2 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix indiqués dans le bordereau des prix (annexe 1 à l'acte d'engagement) sont :

- définitifs ;
- révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification), dans les conditions décrites à l'article 7.3 du présent document ;
- exprimés en euros à deux décimales HT et TTC ;
réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre.

7.3 Révision des prix

La révision de prix s'effectue annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification) selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,4 + \left(\left(0,2 \times \frac{\text{Indice INSEEG1}}{\text{Indice INSEEG0}} \right) + \left(0,4 \times \frac{\text{Indice INSEEs1}}{\text{Indice INSEEs0}} \right) \right))$$

P = Prix révisé hors taxe ;

P0 = Prix initial hors taxe, figurant sur le bordereau de prix ;

Indice INSEEG1 = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Gazole Identifiant 001764283 à la date de révision des prix ;

Indice INSEEG0 = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Gazole Identifiant 001764283 à la date de la remise des offres.

Indice INSEEs1 = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562766 à la date de révision des prix ;

Indice INSEEs0 = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562766 à la date de la remise des offres.

Les indices figurant au numérateur sont les derniers indices connus et définitifs à la date de révision des prix.

Le coefficient obtenu est arrondi au millième supérieur.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

Si un indice utilisé n'est pas publié pendant 6 mois, une substitution de cet indice pourra être opérée sous forme d'avenant.

Dans le cas où l'INSEE propose un indice de remplacement, la substitution se fait par ordre de service.

7.4 Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 38 du CCAG- FCS l'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité et avec un préavis d'un mois la partie non exécutée du contrat à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation proposée est supérieure à 3% par an.

7.5 Offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement le pouvoir adjudicateur des offres promotionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix.

Les offres promotionnelles sont adressées par mail ou par courrier au point de contact du pouvoir adjudicateur.

Elles doivent comporter l'intitulé des articles ou des prestations objet de la promotion, la date de début et de fin de celle-ci. Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative comptable. Les réductions de prix s'appliquent pour toutes les commandes passées pour cette période. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

En dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis à l'accord-cadre. En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

7.6 Avances

L'option A visée à l'article 11.1 du CCAG FCS est retenue. Une avance d'un montant égal à 5% ou de 30% pour les TPE/PME du montant du bon de commande est accordée dans les conditions prévues aux **articles R.2191-3 à 10 du Code de la Commande Publique** dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

Toutefois, le titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance sur l'acte d'engagement. Les conditions de paiement de l'avance au sous-traitant éventuel sont définies à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

7.7 Acomptes

Sans objet.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Modalités d'exécution des prestations

Les modalités d'exécution des prestations sont définies aux CCTP_DAF_2024_001649 lots 1 à 4 et leurs annexes.

8.1.1 Modalités d'exécution des bons de commandes

8.1.1.1 Général

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins des bénéficiaires.

Depuis le 01/06/2023, les bons de commande dématérialisés et non signés remplacent désormais les bons de commande « papier ». En effet, en rénovant sa gestion budgétaire et comptable, l'Etat poursuit sa modernisation et s'engage résolument dans une démarche de dématérialisation de ses documents.

Ainsi, les bons de commande dématérialisés sont validés par une personne dûment habilitée et revêtent une valeur juridique légale. Cette procédure ne modifie en rien les relations avec vos interlocuteurs habituels dont les coordonnées figurent dans l'encart « SERVICE A CONTACTER » du bon de commande.

Les bons de commande précisent :

- L'identification des parties : pouvoir adjudicateur et titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique (numéro EJ CHORUS) ;
- La désignation et la référence des fournitures ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix unitaire initial € HT (éventuellement révisé) ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant € TTC;
- L'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux de livraison des fournitures ;
- L'adresse de facturation ;
- Les références propres au bon de commande: numéro, date d'émission, signature.
- Le délai de livraison des articles commandés;

Les bons de commande dématérialisés sont notifiés au titulaire à l'adresse courriel mentionnée dans son acte d'engagement.

Ils sont notifiés par l'AIFE BDC-RPA : bdc-rpa.aife@finances.gouv.fr. Le titulaire à la charge de relevé sa messagerie et éventuellement de vérifier dans sa boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant de l'adresse supra.

Le titulaire accuse bonne réception des bons de commande par courriel aux adresses en copie de la notification, lequel vaut date de notification et commencement du délai d'exécution. Il revient à l'émetteur de la demande d'achat chorus formulaire de s'assurer de la bonne remise du bon de commande au titulaire.

En l'absence d'accusé de réception dans les 3 jours ouvrés, la date d'envoi + 3 jours valent date de notification.

8.1.1.2 Délai d'exécution des prestations

Conformément à l'article 13 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement des prestations précisée dans le bon de commande (date et horaire du transport).

Le titulaire s'engage à respecter le délai indiqué dans son mémoire technique en cas de panne du véhicule initialement affecté à l'exécution des prestations de transport qui font l'objet de l'accord-cadre. Le délai maximum ne peut dépasser 2 heures.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités pour retard comme définies ci-après dans le CCAP conformément à l'article 12.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre et doivent être réalisés jusqu'à leur complète exécution.

8.1.1.3 Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de la personne publique ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG/FCS.

Toute demande de prolongation de délai doit être adressée au Pouvoir adjudicateur :

pfc-sud-est-dap-src.contact.fct@intradef.gouv.fr

copie : pfc-sud-est-dap-s2.contact.fct@intradef.gouv.fr

8.2 Lieux d'exécution de la prestation

8.2.1 Adresses du ou des lieux d'exécution

Les lieux et adresses sont définies aux CCTP_DAF_2024_001649 lots 1 à 4 et leurs annexes.

8.2.2 Fermeture du ou des lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont ouverts toute l'année. Les prestations devront être assurées 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, conformément à l'article 1.2 du CCTP.

Toutefois, en cas d'une fermeture exceptionnelle d'un lieu d'exécution quelle qu'en soit la période, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire au moins quinze (15) jours avant la date de fermeture prévue. Aucune prestation ne devra être réalisée durant cette période de fermeture, y compris lors des ponts ou de week-ends prolongés.

8.3 Certificat de bonne exécution

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « **certificat de bonne exécution de l'accord-cadre** », sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si :

- La qualité ou la quantité des livrables ou les prestations attendues ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard...

ARTICLE 9 - OPERATION DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION

Les prestations objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

9.1 Vérification quantitative

Par dérogation à l'article 28 du CCAG- FCS, les opérations de vérification quantitatives sont effectuées après la prestation effectuée, par le représentant de l'établissement bénéficiaire et portent sur la conformité aux quantités fixées dans le bon de commande (nombre et type d'autocar commandé).

Pour les lots 1 à 4 : la conformité est constatée par la signature de la fiche de transport (Annexe 2 aux CCTP_DAF_2024_001649 lots 1 à 4) par le bénéficiaire, dont chaque partie conserve un exemplaire.

9.2 Décision après vérification

Les opérations de vérification quantitatives sont effectuées au départ et au retour du transport dans l'établissement destinataires, elles portent sur la conformité des quantités fixées dans les bons de commandes.

9.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet se déroule conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

9.3.1 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de cette décision, dans un délai de quinze jours à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

9.3.2 Ajournement

L'ajournement des prestations se déroule, le cas échéant, selon les conditions de l'article 30.2 du CCAG FCS.

9.3.3 Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conforme aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

9.3.4 Rejet

Le rejet des prestations se déroule, le cas échéant, selon les conditions de l'article 30.4 du CCAG FCS.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1. Service fait présumé

10.1.1. Mise en œuvre de la procédure de service fait présumé

Le présent accord-cadre met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n°2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évolution des risques résultants notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative des prestations.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire de l'accord cadre. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent accord-cadre.

10.1.2. Réversibilité du recours au service fait présumé

L'acheteur peut en cours d'exécution de l'accord-cadre suspendre la procédure de service fait présumé.

La décision de l'acheteur de suspendre la procédure de service fait présumé est transmise par écrit et dans les meilleurs délais au titulaire.

10.2 Dématérialisation des factures

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées, prévue au I de l'article 1er de l'ordonnance du 26 juin 2014, s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

10.3 Modalités de facturation

Les paiements sont effectués par virement sur le compte du titulaire, effectué par le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Loire (11, rue Mi-carême – BP502 – 42007 SAINT-ETIENNE), sur le compte du titulaire.

10.3.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **La description en clair conforme au bordereau de prix (annexes n°1 à l'acte d'engagement)** ; la facture doit mentionner le détail et le montant total par poste, le cas échéant ;
- **Le numéro du service exécutant (PFC-CE) : D04666B069** (référence obligatoire pour le traitement de la facture) ;
- **Le numéro d'engagement juridique (10 chiffres) CHORUS** communiqué sur le bon de commande. L'absence de cet élément entraînera le rejet de la facture et la suspension du délai global de paiement ;
- Les lieux d'exécution ;
- Les dates et périodes d'exécution ;
- La date de facturation.

10.3.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. Les prix doivent être exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.

10.3.3 Frais particuliers

Sans objet.

10.3.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.4 Transmission des factures

Le titulaire transmet ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures peuvent être dématérialisées par Echange de Données Informatiques (EDI), déposées sous format .pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore par saisie directement sur le portail.

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.


Ce procédé a pour avantages d'offrir :

- Des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- Une réduction du temps de traitement des factures ;
- Des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- Des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures).

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO :

- Site internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> ;
- Hotline : 04.77.78.39.57.

Le titulaire désirant des renseignements concernant ce mode de transmission peut contacter notre équipe dédiée à l'adresse suivante :

- E-mail  pfc-sud-est-dfin-demat.contact.fct@intradef.gouv.fr
- Hotline : 04.37.27.29.88 / 04.37.27.29.78

Les factures qui parviendraient par une autre voie seront systématiquement renvoyées.

En cas de difficultés le fournisseur a recours au chatbot « paiement des fournisseurs » dénommé (Claudia).

En cas de questions ou difficultés rencontrées pour la création d'un compte ou concernant une facture, le fournisseur a la possibilité de recourir à une boîte de dialogue virtuelle dénommée « chatbot Claudia », directement intégrée au portail Chorus pro. Ce chatbot enrichit les fonctionnalités déjà existantes et permet en plus de l'accompagner dans la création de compte, de répondre aux sollicitations liées au paiement des factures.

Le fournisseur peut également, le cas échéant échanger en ligne avec un agent ou envoyer une demande d'aide au support.

10.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **trente (30) jours maximum**. Le délai global de paiement de l'avance débute à compter de la date de notification du bon de commande.

Le délai global de paiement de la facture débute à la réception de celle-ci par le service mandaté pour la numérisation des factures, sous réserve que le service ait été fait (cf. décision d'admission des prestations).

Le défaut de paiement dans le délai prévu par à l'accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

« Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. »

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros (cf. art 9 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013). Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'État au sens de l'article 79 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

ARTICLE 11 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'acte engagement de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 - PENALITES - REFACTIONS - INDEMNITES

Les pénalités, les réfections et l'exécution aux frais et risques du titulaire sont cumulables. Les pénalités sont cumulées pour une application mensuelle, bien que leur transmission par les bénéficiaires au pouvoir adjudicateur soit à compter de leur survenance.

12.1 Application des pénalités pour retard pour tous les lots

Elles sont appliquées sur les termes contractuels d'exécution fixés à l'article 8.1 du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel, éventuellement prolongé, imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard forfaitaire comme suit :

Délais	Montants
Jusqu'à 30 minutes de retard	250 €
De 30 minutes à 1 heure de retard	350 €
Au-delà de 1 heure de retard	100 € par heure supplémentaire de retard

Toute heure entamée est due. Le montant des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant hors taxes de chaque bon de commande concerné par le retard.

Ces pénalités s'appliquent sur la valeur des prestations en retard ou sur l'ensemble des prestations du bon de commande si le retard sur une partie rend l'ensemble inutilisable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de non prise en charge ou oubli du bénéficiaire sur un trajet programmé ou exceptionnel et en l'absence de justification valable de la part du titulaire, une pénalité de 50% du prix du trajet aller/retour est appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement des délais d'intervention ou d'acheminement du véhicule de remplacement et en l'absence de justification valable de la part du titulaire, une pénalité de 50% du prix du trajet aller/retour est appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 200 euros par trimestre.

12.2 Pénalité pour non-respect des obligations en matière environnementale

En cas de non-respect des obligations prévues au présent 6.9 du présent CCAP, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure de 10 jours restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 200 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut accepter une exonération des pénalités.

12.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale du militaire blessé

En cas de non-respect par le titulaire, des obligations relatives au nombre d'heures de stage à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution du stage, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article **6.11.2** du CCAP les pénalités suivantes :

- 500 € si le référent entreprise désigné par le titulaire dans la « fiche de stage » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 50 € par jour ouvré de retard en cas de non-transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur ou Défense mobilité dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;

12.4 Application des réfections

La réfaction consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

À la réception de la fiche d'incident par le Pouvoir Adjudicateur, en cas d'anomalie constatée, celui-ci notifie au titulaire un décompte provisoire, mentionnant le montant de la réfaction qui sera appliqué sur la prochaine facture.

Les réfections porteront sur les types de véhicule utilisés par rapport à ceux demandés au bon de commande ou correspondant au nombre de personnes transportées.

Le titulaire dispose alors d'un délai de huit jours pour faire connaître sa décision de rejet ou d'acceptation de la réfaction à compter de la réception du décompte. Passé ce délai, en l'absence de réponse, le titulaire est considéré comme ayant accepté la réfaction. Le pouvoir adjudicateur est le seul habilité à prononcer la réfaction lors de la réception de la facture mensuelle accompagnée de la fiche d'infraction mentionnant un manquement.

Dans le cas où plusieurs défaillances seraient détectées le même mois, les réfections peuvent se cumuler.

12.5 Indemnité pour tous les lots

En cas d'annulation de la part de l'administration, le titulaire sera informé par mail et sera indemnisé selon le tableau suivant :

Délais d'annulation avant l'heure de départ	% du montant de la commande
Supérieur à 48 heures	5%
Entre 35 heures et 48 heures	15%
Entre 25 heures et 34 heures	50%
Inférieur à 24 heures	100%

ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations il devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, par courriel, avec confirmation écrite par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, il pourra être fait application de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, l'acheteur se réserve en outre la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation pour faute.

ARTICLE 14 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE (ARTICLES 38 A 45 DU CCAG FCS)

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par le CCAG/FCS et notamment :

14.1 En cas de non-respect des obligations prévues, notamment inexactitude des documents et renseignements mentionnés, refus de production des pièces prévues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

14.2 En cas de défaillance dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements dans un délai imparti. Passé ce délai, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG FCS.

14.3 Le pouvoir adjudicateur peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution de l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général (article 42 CCAG FCS) ou pour non-respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

14.4 En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

ARTICLE 15 - LITIGES

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation selon les modalités prévues aux articles L2197-1 et suivants du code de la commande publique

Une réclamation doit être transmise par le titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, au service acheteur. Ce courrier doit exposer les motifs du désaccord et indiquer, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Le service acheteur est tenu de répondre **dans les 15 jours à cette demande** ou d'émettre une réponse d'attente mentionnant un délai de réponse. **L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet de la demande.**

Un correspondant « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande : Chef de la **Division Achats Publics - PFC SE**.

À défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

Tout différend survenant :

- À l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC-SE/Division Achats Publics ;
- À l'occasion de la facturation ou du paiement doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC-SE/Division Finances.

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements en vigueur en France. Le tribunal administratif de LYON est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires français ou étrangers.

Tableau de contacts :

Entreprises PME-PMI	Division Achats Publics	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.28.65
Service Liquidation Mandatement	Division Finances	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68
Comptables publics	Direction Départementale des Finances Publiques	Direction Départementale des Finances Publiques de la Loire 11, rue Mi-Carême BP 502 42007 SAINT-ETIENNE	04.94.03.82.00 (tel) 04.94.03.82.09 (fax)

ARTICLE 16 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le titulaire est tenu, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, d'adresser au pouvoir adjudicateur, dans les 15 jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L622-13 du code du commerce.

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, l'accord-cadre sera résilié conformément à l'article 39.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS

Les articles ci-après désignés du présent CCAP dérogent au CCAG FCS :

CCAP	CCAG FCS	Nature des dérogations
2	4.1	Ordre de priorité des documents contractuels
7.4	38	Clause de sauvegarde
9.1	28	Les opérations de vérification quantitatives sont effectuées à la livraison, par le représentant de l'établissement bénéficiaire
12.1	14.1 14.1.3	Application des pénalités pour retard pour tous les lots
12.2	14.1.3	Pénalité pour non-respect des obligations en matière environnementale